

## **ET SI LA DÉFAILLANCE DE VALORGABAR AVAIT LE MÉRITE D'OUVRIR LA VOIE A UNE ALTERNATIVE ECONOMIQUE ET ECOLOGIQUE DE GESTION DES DECHETS EN GUADELOUPE ?**

Le 18/02/08, le SCITOM a conclu un contrat de délégation de service public (DSP) avec le Groupement solidaire constitué par les sociétés URBASER SA et VALORGA INTERNATIONAL SAS, et représenté par URBASER SA, société ayant son siège à Madrid (ESPAGNE) ;

Au terme de l'article 1 du contrat de DSP, ledit Groupement s'est vu confier « *à ses risques et périls, la réalisation des études, la conception, le financement, la construction et l'exploitation des installations relatives à la plateforme environnementale multifilières de traitement des déchets ménagers et assimilés* ».

Il avait été convenu qu'une société dédiée exclusivement à l'exécution de la DSP serait constituée sous forme de SAS, avec un capital réparti comme suit : URBASER SA : 80%, VALORGA International : 20%. Ainsi a pris naissance VALORGABAR.

Toutefois, la société URBASER SA s'est engagée, de manière irrévocable, à garantir au SICTOM sa substitution à la société dédiée, en cas de défaillance de celle-ci.

Force est de reconnaître, après moult rappels et mises en demeure, que **le délégataire a failli à l'obligation contractée**, notamment, à l'article 34 de la DSP, de « *prendre en charge le préfinancement des investissements* ».

Cette défaillance du délégataire cause un énorme préjudice tant à l'Etat qu'au SICTOM, non seulement en termes financiers, mais aussi sanitaires.

Face à un délégataire défaillant, nous avons un SICTOM chancelant, pour ne pas dire « bringuebalant », qui n'arrive même pas à enrayer l'hémorragie que provoque, depuis sa genèse, ce projet pharaonique de plus de 170 Millions d'euros.

Cela étant dit, je réfute les critiques ambiantes, consistant à faire porter exclusivement la responsabilité du scandale des déchets aux élus, sans distinguo.

**Pour ma part, avant d'entrer au SICTOM, j'ai dénoncé l'incongruité de ce projet d'incinérateur, pompeusement baptisé « PEMTDMA », sa démesure, et son inadaptation financière, écologique et sociale à notre réalité insulaire tropicale.**

J'ai toujours milité pour des petites unités décentralisées, traitant les déchets au plus près de leurs lieux de production, par des procédés mécano-biologiques de tri, valorisation et recyclage. Plus respectueuses de l'environnement, ces process sont moins coûteux et plus créateurs d'emplois.

**Arrivé au SICTOM en 2008, je n'ai eu cesse de dénoncer les dysfonctionnements de cet EPCI et l'opacité de sa gouvernance. J'ai été stigmatisé, mais je n'ai jamais renoncé à mes convictions.**

Déjà, le **12/09/08**, à l'occasion d'un comité syndical, dont le 1<sup>er</sup> point de l'ordre du jour était intitulé : « ***Demande de transfert de 905 m2 de terrain pour la construction de la plateforme multifilières*** », j'avais regretté que ce soit par improvisation qu'on était appelé à fixer le terrain d'assiette d'un projet qui a d'ores et déjà fait l'objet d'une délégation de service publique au profit d'une entreprise multinationale

Je pensais que l'élection d'un nouveau Président et l'installation d'un nouveau comité syndical nous donneraient l'occasion d'approfondir la réflexion afin d'amender substantiellement ce projet, voire même y renoncer, en raison, tout au moins, de sa non conformité au PDEDMA.

**J'ai exigé que soit consigné au procès verbal, ma ferme opposition à ce projet, afin que l'histoire retienne que je n'ai pas été complice des ravages sanitaires que va provoquer, inéluctablement, cet incinérateur.**

Le 19 Décembre 2008, c'est avec consternation que j'ai dû quitter une réunion du comité syndical qui se tenait au Centre Culturel de Sonis, après que le Président RINÇON eût tourné en ridicule une question légitime que je posais au sujet de pratiques récurrentes au sein du SICTOM, consistant à engager des dépenses avant même d'en avoir assuré le financement et, pire encore, avant même que nous en ayons délibéré.

J'ai rappelé que cela n'est pas conforme aux règles de la comptabilité publique qui interdisent l'exécution des dépenses avant l'obtention d'un accord des bailleurs de fond destinés à financer celles-ci. ( cf :Articles L. 1612-4 et L.2335-5 du Code Général des Collectivités Territoriales) Et je concluais en indiquant qu'en ma qualité de professionnel du droit, je ne pouvais, en aucun cas, m'associer à de telles dérives qui finiront, à court ou à moyen terme, par miner l'équilibre financier du SICTOM.

Créé le 5 avril 1973, le SICTOM n'avait jamais fait l'objet d'un examen de sa gestion par la Chambre régionale des comptes (CRC), jusqu'au 20 avril 2009, date du premier contrôle, au terme duquel la juridiction financière mettait à jour de graves anomalies dans la gestion de ce syndicat et concluait en ces termes :

**« - Le bilan de sa gestion du site de la Gabarre est négatif : la décharge a été exploitée en dehors des normes en vigueur et de nombreuses et graves atteintes ont été portées à l'environnement comme en témoigne son extension dans une zone classée pour la protection de l'environnement. (Avis CRC du 28/07/10 p 80)**

**- Des irrégularités importantes et plusieurs excès ont été relevés dans la gestion de la structure (abus en matière de rémunération du personnel, charges excessives pour les communes pour une piètre performance...). (Avis CRC du 28/07/10 p 80)**

**- Le SICTOM manque d'une capacité d'expertise interne lui permettant de véritablement piloter les projets en cours et de superviser effectivement les prestataires extérieurs auxquels il doit faire appel pour des montants conséquents. Ainsi les deux marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage passés avec SAGE-ENVIRONNEMENT s'élèvent à plus de 8M€. (avis CRC du 28/07/10 p 12)**

**- Ces faiblesses et retards organisationnels du SICTOM par rapport aux transformations qu'il connaît, ajoutent autant de risques de surcoûts et d'échecs des projets en cours. »(p 13)**

Certes on peut s'étonner :

- qu'en près de **40 années** d'existence, le SICTOM n'ait fait l'objet d'**aucun contrôle jusqu'à 2009 !!!**

- qu'à la Sous-préfecture, le contrôle de légalité opéré le 19 février 2008 ne se soit pas ému de la signature, en pleine campagne des élections municipales 2008, un contrat de DSP de plus de **170M€**, sans aucune certitude sur son plan de financement !!!

- qu'en 30 ans, l'idée d'une substitution du Préfet aux élus locaux n'ait même pas été envisagée pour faire respecter la date ultime de fermeture des décharges à ciel ouvert, fixée à **Juillet 2002** ;

- que l'on veuille traiter dans l'urgence un fléau, un chancre de **30 ans**.

Certes, la GUADELOUPE croule sous une masse croissante de déchets et je peux comprendre l'urgence dont on excipe, pour justifier la mise en œuvre de ce projet pharaonique. Mais nous restons persuadés qu'en tentant par moult subterfuges de sauver VALORGABAR et sa fameuse « PEMTDMA », **on ne fait pas de bien à la Guadeloupe !**

Les spécificités locales multiples, telles que : climat tropical, insularité, les modes de vie, de consommation, dépendance énergétique et fort taux de chômage à endiguer, commandent des démarches différentes, à plus d'un titre.

Il n'est pas question de faire payer par le contribuable guadeloupéen, le surcoût provoqué par la défaillance du délégataire.

De même il serait inadmissible que des fonds publics permettent à VALORGABAR de conserver un marché de **170 M€** qu'il a ravi à d'autres, en arguant de sa capacité à en assurer le préfinancement.

Le plan de sauvetage que l'Etat somme les collectivités locales de mettre en place remettrait en cause l'économie générale de la DSP et apparaîtrait comme une entrave au jeu de la concurrence ou une discrimination que ne manqueraient pas de dénoncer les soumissionnaires évincés.

**Alors, pourquoi ne pas saisir l'occasion de la défaillance de VALORGABAR et d'URBASER, pour tout remettre à plat et appliquer des solutions pérennes, à la mesure des financements disponibles et des caractéristiques de notre archipel ?**

Il est du devoir de SAGE, dans le cadre de nos très onéreuses conventions d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO), de **8 M€**, d'éclairer le SICTOM, sur les modalités juridiques et techniques de la résiliation du contrat de DSP en date du 18 février 2008.

**Quant à nous les élus, il va falloir se regarder en face et admettre, à l'instar de la Chambre régionale des Comptes, que la gouvernance du SICTOM n'est pas à la hauteur des défis que soulève la problématique des déchets, aujourd'hui.**

Il faut à ce syndicat mixte une autre organisation et d'autres ressources humaines, un véritable organigramme et une vraie motivation partagée par tous les acteurs, pour optimiser la gestion des déchets, en ayant seulement à l'esprit la préservation de la santé publique, de l'environnement et la création d'activités et d'emplois.

Il est temps que l'on comprenne que les petits arrangements claniques et les convenances personnelles ne peuvent constituer la boussole d'une politique rationnelle de gestion des déchets.

Personnellement, j'affirme qu'en l'état de son mode de fonctionnement actuel, le SICTOM est un navire en perdition.

Pointe-à-Pitre le 11 Mars 2011

**Harry J. DURIMEL**